

# DE LA POLITIQUE

## REFLEXIONS AUTOUR DE LA DISSOLUTION

## DE LA LIGUE COMMUNISTE ET D'ORDRE NOUVEAU

CENTRE DE RECHERCHES  
SOCIALES  
ANTI-AUTORITAIRES

ARCHIVES

NUMERO 5 OCTOBRE 1973

LE MOUVEMENT COMMUNISTE

"leur intelligence politique leur masquait la racine de leur misère sociale, faussait chez eux la compréhension de leur véritable but; c'est ainsi que leur intelligence politique trompait leur instinct social." Marx, 1844.

Tout système social est à la fois une force personnelle et impersonnelle. Si l'on oublie le premier terme, la société n'est qu'une entité au-dessus de tous les rapports réels. Si l'on oublie le second, aucune vue générale n'est possible, et l'on ne comprend pas sa dynamique. De plus, le capital est à la fois concurrence et solidarité, contradiction et unité. Son mouvement est à la fois centrifuge et centripète. Le Livre III du Capital n'a pas pour but de boucher un trou pour des motifs de simple cohérence scientifique. Marx y étudie le "processus d'ensemble" afin de mettre en lumière ce double mouvement. On a dit, à juste titre, que Le capital n'était pas un ouvrage d'économie, mais une critique de la science économique comme étude séparée d'une activité séparée. En effet, il n'insiste sur le niveau économique qu'afin de le situer dans un ensemble plus vaste, dont l'étude de l'Etat et du marché mondial constituait la conclusion - que Marx n'eut ni le temps ni la force d'élaborer. (1) Tant pour des raisons matérielles, que parce qu'il n'en discernait pas toute la portée. C'est pourtant à partir de l'étude du capital, et donc du Capital, que l'on peut aborder la politique, reprenant a) le début du Livre I, et b) la synthèse partielle constituée par les premières sections du Livre III. Un même fil relie l'analyse de la marchandise à celle du processus global du capital.

Si l'IS a parlé de la société du spectacle, la première section du Livre I donne les éléments d'un thème analogue, autour de la notion de représentation. Cette réflexion sur la séparation et la politique avait été amorcée par la Question juive, la Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel. Introduction, la Critique de la philosophie de l'Etat de Hegel, et les Gloses marginales à l'article : "Le roi de Prusse et la réforme sociale". (2) La marchandise est la forme cellulaire, l'élément de base de l'économie du capital. Mais, dans un sens plus large, le rapport marchand est le type même du lien social dans le monde capitaliste. Une marchandise ne se rapporte à une autre qu'en fonction, non de ce qu'est

cet autre bien, mais de ce qu'il représente, de la quantité de travail abstrait cristallisé en lui. Peu importe le contenu réel de l'objet contre lequel s'échange la marchandise : elle ne s'intéresse qu'à ce dont il est le "support". De la même façon, les individus échangistes se regardent sans se voir, ne considérant en l'autre qu'un moyen d'accroître une somme de valeur. En outre, chacun finit par se considérer lui-même comme support d'autre chose que lui-même : le travail est moyen de gagner sa vie au lieu de la faire. L'activité est moyen d'accéder à autre chose que son contenu propre. Et cet "autre chose", rencontrer des amis, voyager, aimer, tend lui-même à se comporter comme reproduction d'une image de la vie, donc comme représentation, imposée par le capital. Les marchandises, mais aussi ceux qui en sont les porteurs, parcourent une galerie des glaces dans lesquelles ils ne peuvent exister qu'en se contemplant.

"Rendu étranger au produit de son travail, à son activité vitale, à son être générique, l'homme devient étranger à l'homme. Lorsqu'il se trouve face à lui-même, c'est l'autre qui est présent devant lui. Ce qui est vrai du rapport de l'homme à son travail, au produit de son travail et à lui-même, est vrai de son rapport à autrui, ainsi qu'au travail et à l'objet du travail d'autrui.

D'une manière générale, la thèse selon laquelle l'homme est rendu étranger à son être générique signifie que les hommes sont rendus étrangers les uns aux autres, et que chacun est rendu étranger à l'espèce humaine." (3) Le rapport à l'autre n'importe pas en tant que tel, et a pour but de se valoriser, soit réellement, soit en image. Ce mouvement s'approfondit en passant de l'économie marchande simple à l'économie marchande capitaliste, mais le fondement demeure. Les hommes marchandisés que sont les vendeurs de force de travail, ne se rapportent les uns aux autres qu'en fonction de leur mise en valeur sociale. (4) Chaque marchandise ne s'intéresse qu'à la valeur d'échange des autres, non à leur valeur d'usage, et surtout ne considère sa propre valeur d'usage, son être même, que comme support de sa valeur d'échange. On n'a de relations avec les autres que pour ce qu'ils représentent, non ce qu'ils sont. Aux Etats-Unis, où Marx notait déjà au siècle dernier l'indifférence du travailleur pour le contenu de son travail, l'isolement des individus engendre une "vie sociale" où le bon américain est censé appartenir à diverses associations, clubs, où chaque fois il joue le rôle qu'on attend de lui : bon chrétien, bon citoyen, bon père, etc. Au niveau individuel, le sens des actes échappe : rien de ce que je fais n'a de lien avec la raison pour laquelle je le fais. Je crois agir, mais je suis mu par la société. Au niveau des groupes sociaux, une classe n'est pour une autre que le support de son

existence. Mais avant tout, si la valeur impose sa loi, la logique de ses actes échappe aussi à la société. Dans la mesure où l'unité n'existe plus, elle doit être réorganisée comme activité privilégiée, et même comme l'activité première. La gestion devient LE problème, et la décision le moment privilégié de l'action. Comme l'action est divisée et morcelée, la décision s'en détache et devient la tâche d'un corps, d'une institution spécialisée. Le pouvoir ne se constitue comme activité et fonction séparées que parce que l'activité sociale est elle-même séparée. Il naît un problème du pouvoir, au sens strict de ce verbe, parce que les hommes ont perdu le pouvoir d'agir et de se transformer. La philosophie grecque, en cherchant un modèle de société où l'élite s'occuperait d'administrer le pouvoir, de gérer la cité, théorise et idéalise une aliénation douloureuse, qu'elle essaye par ailleurs de dépasser sur le plan artistique : mais dans les deux cas, c'est déjà un effort pour fonder des médiations parce que la relation immédiate a disparu. Ce n'est pas seulement en raison des luttes de classes qu'il faut une structure chargée de maintenir l'unité de la société. Plus exactement, la "lutte" des classes n'est qu'un aspect - l'élément actif - d'une réalité plus vaste. Il y a contradiction entre les groupes sociaux, comme il y a contradiction entre les activités elles-mêmes. La logique marchande s'impose à l'équilibre social. Les menaces qui pèsent sur la vie de la planète en sont la preuve, et confirment ce qu'on appelle (unilatéralement) la perspective catastrophique du communisme théorique. Mais le monde antique était déjà pénétré, autrement, de ce problème, et les constructions politiques de Platon et Aristote ont pour objectif essentiel de préserver un équilibre entre les classes, mis en danger par le développement de la richesse. L'originalité de l'Afrique noire est d'avoir longtemps tenté de conserver, souvent jusqu'au XIXe siècle, un état stable entre a) les restes des communautés anciennes fondées sur les liens de parenté et la globalité de la vie sociale, et b) le développement des activités marchandes. Le monde noir n'a pu alors empêcher, mais il a limité la croissance de la politique comme activité spéciale d'unification de la séparation, et du pouvoir comme institution spéciale chargée de cette fonction.

"A partir de 1450 à peu près, le problème central de la politique impériale fut de maintenir un équilibre entre les intérêts des villes peuplées de marchands et de fonctionnaires avides d'accumulation, et ceux des campagnes restées largement égalitaires." (5)

Les trois premières sections du Livre III montrent le mécanisme d'ensemble du capital. Concurrence et centralisation sont les deux moments de son mouvement. Le processus par lequel s'établit un taux moyen de profit est

aussi celui par lequel le capital s'organise comme force sociale, tout en se concentrant et éliminant les moins productifs. Marx parle d'un communisme capitaliste. (6) Partie de la cellule élémentaire du capitalisme, l'analyse parvient à sa régulation générale. La dynamique est double. D'une part, le capital s'unifie aussi bien économiquement que socialement, se donnant les moyens d'affronter sur tous les plans ses concurrents aussi bien que le prolétariat. D'autre part, cette unité ne peut exister que comme tendance, synthèse toujours à refaire. Il y a concentration et dispersion. Aussi la politique est-elle double dans le monde capitaliste. D'un côté, c'est le capital lui-même qui assure, et de plus en plus l'unification de la société. Les différents programmes sont des variantes d'un même programme fondamental. D'un autre côté, la permanence des problèmes du capital fait renaître des problèmes politiques, d'organisation et réorganisation du capital, y compris aux États-Unis. (7) La politique n'est pas morte. Son intégration au capital, en raison des contradictions de celui-ci, n'est pas synonyme de disparition. Il serait aussi absurde de dire "politique d'abord", que de nier la réalité politique, en y voyant une simple idéologie. Toute théorie qui part de la politique est stérile, et débouche en pratique sur une quête du pouvoir. Au lieu de viser un changement des rapports sociaux, même à une faible échelle, on veut organiser les autres pour faire quelque chose. Cette séparation s'accompagne d'une autre, à l'intérieur de l'individu lui-même, transformé en militant. On comparera les débats au sein des gauchistes (LO entre autres) sur la sexualité, à cette lettre de Karl à Jenny Marx :

"Je redeviens homme parce que je ressens une grande passion; car la dispersion que provoquent l'étude et la culture moderne, le scepticisme qui nous force à repousser toutes les impressions subjectives ou objectives sont absolument faits pour nous rendre mesquins et faibles, ergoteurs et indécis. En revanche, l'amour, non l'amour pour l'homme de Feuerbach ou pour le métabolisme de Moleschott, ni même l'amour du prolétariat, mais l'amour de la bien aimée, l'amour de toi permet à l'homme de redevenir homme." (8)

Le militant croit se hisser au-dessus des contraintes de la société alors qu'il en est victime à un degré bien plus élevé que le salarié ordinaire. En effet le militant intériorise le déchirement et le dépouillement qui constituent l'homme moderne. Le militant est le citoyen achevé. L'homme normal n'assume sa séparation politique qu'aux moments où il participe "activement" à la politique (votes). Le militant en fait une règle de vie.

"Dans l'individu se montre ici ce qui est la loi générale : la société civile et l'Etat sont séparés. Donc le citoyen de l'Etat et le citoyen simple membre de la société civile sont également séparés. Il faut donc qu'il

opère une rupture essentielle avec lui-même... Le citoyen doit dépouiller son état, la société civile, l'état privé, pour acquérir signification et activité politiques..." (9)

Par contre, si l'on identifie politique à capital, sens plus, on aboutit à une impasse. Car qu'est-ce que le capital ? il n'existe pas et ne peut exister de capital universel. Qui dit capital dit lutte; qui dit lutte dit aménagement permanent et périodique des conditions de cette lutte. On ne peut réduire la politique au capital : seulement développer l'analyse de la politique sur celle du capital.

On obtient une vue d'ensemble du capitalisme en développant les différents sens de la notion de représentation. Au sens où elle est spectacle, l'échange, et plus encore l'échange capitaliste, fait vivre dans l'image de la transformation. Même lorsqu'on agit, on ne transforme plus. Au sens que lui donne le début du Livre I, biens et personnes ne travaillent que pour autre chose que ce travail lui-même : on travaille pour ce que représente le travail, c'est à dire de la valeur. Enfin, la société marchande ne peut être elle-même qu'en créant une structure qui soit son tout. Elle ne peut exister comme totalité, car les relations sociales qui la composent menacent de la faire éclater. La totalité que constituent les rapports économiques (cf. Livre III) exige, par la contradiction qui l'anime, une structure chargée de la maintenir. C'est la preuve d'une déchirure au sein de la société, tout comme l'existence et même le relatif succès thérapeutique de la psychanalyse attestent un déchirement au sein de l'individu. C'est là le sens de la critique de la théorie hégélienne du droit par Marx : si la société a besoin d'un élément pour la représenter, pour être elle, si elle ne se suffit pas à elle-même, si elle-même ne peut être elle-même, cette infirmité prouve sa nature foncièrement contradictoire. La société marchande crée sa totalité, non par elle-même, mais en plus d'elle-même. Non pas que la politique soit extérieure à la société. L'Etat représente la société, dans tous les sens du mot. Il la symbolise, et l'opinion courante ne peut guère imaginer une société sans Etat. Les politiques non plus, puisqu'ils en vivent. Comme l'écrivait France nouvelle, hebdomadaire central du PCF, le 15 mai 1973 : "Tout Etat est fait de la peine des hommes, de leurs sacrifices, de leurs luttes, de leurs réalisations." Cet éloge poétique et intéressé ne doit pas faire oublier la réalité de l'Etat. Si la société crée l'Etat, et non l'inverse, il ne s'en suit pas que l'Etat soit une illusion. La société, et d'abord la classe dominante, le charge de résoudre des problèmes bien réels. La séparation se constitue en réalité, devenant elle-même la réalité par excellence. La statolâtrie ridiculisée par Bordiga fonctionne comme

le fétichisme de la marchandise. On voit dans l'Etat une chose, un être, et non un rapport. Cette inversion reproduit le renversement qui accompagne l'échange : on voit une création où il y a médiation, un sujet où il y a objet.

"Plus l'Etat est puissant, plus un pays est donc politique, et moins il est disposé à chercher... dans l'organisation actuelle de la société dont il est lui-même l'expression active, consciente et officielle, la raison des maux sociaux et d'en comprendre le principe général. L'intelligence politique est précisément intelligence politique parce qu'elle pense à l'intérieur des limites de la politique. Plus elle est aiguë, plus elle est vivante et plus elle est incapable de comprendre les maux sociaux."(10)

La critique révolutionnaire ne dévoile pas la toute puissance de la politique pour la lui reprocher, mais bien plutôt sa faiblesse. Elle voit en elle une forme impuissante, dont le contenu est ailleurs, et qui ne vit que de la difficulté de la société à persévérer dans son être. La politique n'est pas mystification, elle n'est pas inconsistante. Dans la mesure où elle se cristallise en l'Etat (voir plus loin), elle devient force sociale, et les moyens de répression considérables dont disposent aujourd'hui les Etats attestent sa réalité. Mais la tendance inévitable de l'Etat moderne à dominer la totalité de la vie, répond seulement à la crise du capital manifeste depuis 1914 : tant sur le plan économique, que social.

La politique n'est pas seulement le fait des politiques. Les politiciens jouent sur la tendance inhérente à l'homme moderne, à l'homme capitaliste, de chercher la vérité et la solution de sa condition dans un ailleurs, au-delà des rapports sociaux. Ce n'est pas par un hasard historique que Marx a simultanément critiqué la religion, la philosophie et la politique : ou, plus précisément, dans un même mouvement de critique. Dans chaque cas, on se reporte à un autre niveau : au lieu de transformer la réalité, on la déplace. Les politiques ne servent que de médiateurs, entre les rapports sociaux et cette réalité autre qu'est l'aménagement des contradictions. Ils se font les gestionnaires de la médiation. Si la gestion ouvrière est conservatrice parce qu'elle fait participer le salarié à son exploitation, l'autogestion de la politique par tous est un asservissement bien plus profond. Avec la généralisation de la condition salariale, le capital peut faire du travail et des travailleurs un "représentant général" (11) dans lequel toutes les classes se reconnaissent. Dans la révolution bourgeoise, une classe représentait son intérêt comme l'intérêt général. Aujourd'hui c'est l'ensemble de la société que le capital veut entraîner dans la démocratie totalitaire d'une société illusoirement uniforme : chacun étant son propre représentant, et devant donc se conformer à son intérêt lui-même conforme à l'intérêt général. Mais une telle tentative est contradic-

toire car parallèlement le capital est obligé de développer son autre tendance, à la centralisation, à l'autorité, au despotisme, et de réprimer la subversion. Là encore le mouvement est double, le capital tendant à organiser et permettre la dispersion, la pseudo-liberté, mais aussi à s'imposer brutalement, à détruire.

Non seulement l'existence, mais le fonctionnement de la politique, découlent de la société marchande à chaque stade important de son évolution. De nos jours, la politique est un développement du capital. La force d'un mouvement social provient de sa nature, des armes - au sens large - qu'il emploie et développe selon ce qu'il est, c'est-à-dire selon la solution qu'il propose et essaye d'imposer. Le capitalisme est aussi une solution aux problèmes de l'humanité, bien qu'elle soit catastrophique. Sa force réside dans sa soif de valeur. Il est bien plus puissant, plus résistant que les modes de production où les rapports de personne et de statut faisaient obstacle à l'économie. Le capital existe si une somme  $x$  de valeur devient  $x +$  un profit répondant au taux moyen. Il est vrai qu'il se sert d'institutions comme la famille, mais il n'a aucune opposition de principe à leur destruction si elle n'entrave pas la logique de la valeur. Ne cherchant que la profitabilité, il est donc très capable de s'adapter. Cependant, au simple niveau de cette logique marchande, ses lois interdisent une flexibilité aussi grande : elles l'obligent à négliger l'agriculture dans certains pays (12), à développer des complexes militaire-industriels dans d'autres, entrant ainsi en conflit avec les besoins, y compris les besoins imposés par le capital, bien qu'il jouisse d'une grande capacité de les intégrer.

Au contraire, la force du communisme réside dans l'existence de ces besoins que le capital ne peut satisfaire, et doit même combattre, dévier ou absorber. La force de la révolution communiste provient de sa (aussi notre) capacité à satisfaire les besoins (aussi les nôtres, car on ne fait pas plus une révolution pour les autres que pour soi seul). On pourrait reprendre à ce sujet l'analyse de la valeur d'échange/valeur d'usage et montrer que son but est d'indiquer la logique sociale du capitalisme et du communisme. Tout en découle, par exemple la question militaire. L'un des points théoriques les plus décisifs, et qu'il faut développer, est cette idée que la révolution future sera différente des mouvements passés en ce qu'elle combinera une transformation immédiate de la vie quotidienne, avec une action coordonnée contre les forces centralisées du capital, en particulier les Etats, et leurs armées. Chacun de ces deux aspects renforcera l'autre. Mais l'on ne se battra pas contre l'Etat parce qu'on en aura "compris" la nécessité. Le besoin d'armes pour combattre l'Etat viendra d'abord du besoin de transformer la vie, que l'Etat contrecar-rera d'une façon ou d'une autre, si cette transformation est radicale. C'est

pourquoi le besoin essentiel, dans une révolution profonde, est en définitive le besoin d'armes, mais comme moyen de satisfaire des besoins sociaux. L'interaction de ces besoins et des relations qu'ils suscitent fonde la lutte armée révolutionnaire. Notre usage collectif de la violence, sous la terrible pression de l'Etat, nous aidera à nous débarrasser de notre être mutilé et séparé, et contribuera à nous rapprocher. Ainsi la violence révolutionnaire découle des rapports sociaux, et elle-même joue le rôle d'un rapport social, modifiant les relations et les êtres. Elle sera aussi une composante de la formation de la communauté humaine.

Dans le laps de temps incertain qui nous sépare des prochains mouvements révolutionnaires, la théorie doit mettre à jour une sorte de "dynamique des systèmes", bien différente des études de la Rand Corporation, recherchant le moteur profond des mouvements sociaux capitaliste et communiste, et en développant les conséquences sur les deux plans essentiels : dépérissement de l'échange et usage communautaire de la violence.

Le capital est à la fois un réseau de rapports économiques et sociaux (puisque'il tend à coloniser la société (13)), et un système d'institutions, à commencer par l'Etat : soit sous la forme de capital d'Etat, soit sous la forme de capital mixte (privé et étatique à la fois). Même en faisant abstraction de toute autre donnée, sur le seul plan économique, l'ensemble des rapports de production capitalistes se double de l'appui nécessaire de l'Etat. Le capital se structure en ensembles que sont les monopoles et les capitaux d'Etat : bien loin de caractériser une nouvelle phase du capitalisme, ce trait est une constante de son histoire. La seule différence profonde est que maintenant cette tendance a pris une importance inconnue jusqu'alors, en raison des difficultés de valorisation (14). La force du capital a sa source dans les rapports immédiats où il se forme et évolue, et dans la souplesse qui les caractérise. Indifférents à la valeur d'usage qui sert de support à leur valorisation, ils peuvent tout accepter, et même la théorie révolutionnaire. Mais cette force n'existe pas seulement à l'état diffus : elle se concentre dans des institutions, et d'abord dans l'Etat. Oublier l'un ou l'autre de ces aspects, équivaut, qu'on le veuille ou non, à se désarmer. La société capitaliste est à la fois l'interaction des rapports sociaux au plan immédiat (15), et les structures politiques, économiques, idéologiques où ils se constituent en forces cohérentes. La société élabore des structures qui la soutiennent. Bien sûr elles dépendent de rapports sociaux, et s'effondrent si ceux-ci sont détruits. Mais le problème n'est pas résolu par cette affirmation. Car précisément, pour détruire ces rapports, on se heurte à la fois aux relations sociales immédiates et aux structures qu'elles ont engendrées, et qui les aident à se perpétuer.

Si la société capitaliste doit réunir ce qui est séparé, le processus d'unification est double, selon les deux volets de la force du capital. Le défaut majeur de la théorie révolutionnaire en ce domaine est d'avoir généralement exposé l'un OU l'autre de ces deux aspects de la fonction d'unité, sans les saisir dans leur dualité, surtout sans la relier à l'analyse du capital. Il faut considérer l'Etat et la révolution comme un classique, non seulement parce qu'il rappelle certaines positions de principe, mais aussi parce qu'il témoigne d'une lacune classique : on étudie l'Etat sans le relier à la politique, on montre le rôle contre-révolutionnaire de l'Etat sans le relier à celui tout aussi efficace de la politique. A l'inverse, tout un courant de pensée, qui le plus souvent ne se réclame pas du "marxisme", a de diverses façons attaqué la politique, mais négligé l'Etat (16). Toutefois la gauche communiste fit une critique plus ou moins poussée des deux à la fois, dans sa lutte contre le parlementarisme et la démocratie, mais sans aller au fond des choses (le cas de l'IS est plus complexe). Aujourd'hui la tentation serait grande d'oublier le lien réciproque entre politique et Etat. On pourrait distinguer dans les groupes révolutionnaires actuels une tendance à privilégier la lutte contre l'Etat, à ignorer la critique de la politique, à développer des aspects militants; et une tendance à sous-estimer le rôle de l'Etat et les tâches révolutionnaires qui en découlent. (17)

Depuis les remarques de Marx sur l'Etat dans son étude sur la Commune, on sait que l'Etat est par excellence la force de cohésion sociale. En revanche, on peut aussi montrer que toute société, et plus encore la société capitaliste dotée de cette souplesse évoquée plus haut, maintient partout sa cohésion, que tous les éléments du tissu social concourent à le préserver en lui permettant d'évoluer dans certaines limites. La réalité englobe ces deux aspects. La politique est le terrain du pouvoir et des pouvoirs, c'est-à-dire des moments et processus de décision devenus moments et processus privilégiés. L'Etat est la forme concentrée sur ce terrain, et d'abord sa puissance armée. Aujourd'hui la politique propose à tous d'y jouer un rôle. Cette autogestion généralisée des morceaux isolés de notre vie est contradictoire : la cohérence de ces moments séparés ne peut que nous échapper, puisque le fil conducteur en est l'échange. Mais même une telle évolution suppose et implique nécessairement l'action de l'Etat, chargé de maintenir les bornes de cette liberté illusoire. Aussi, si l'on doit voir la force du capital s'implanter de plus en plus dans la société, s'enraciner dans les relations sociales, et si le refuge de la politique est finalement la vie quotidienne; il faut également se demander pourquoi une telle tendance s'accompagne d'un formidable renforcement de l'Etat proprement dit : pour se décentraliser, la politique doit disposer d'un point

d'appui central. Etat et politique se complètent. L'adversaire central de la révolution est l'Etat, mais la politique, comme terrain où l'on vient se perdre en y espérant une parcelle de pouvoir, est elle-même une arme de l'Etat. En retour, l'Etat n'est qu'une forme, mais la forme cristallisée, de la politique, c'est-à-dire du phénomène général du pouvoir. Cette dualité peut être vérifiée économiquement, en la voyant à l'oeuvre dans la production du capital; et historiquement, par exemple dans la façon dont fut écrasée la révolution allemande entre 1918 et 1921, par l'action combinée de l'Etat et de la politique.

De même qu'il existe des monopoles et des formes de gestion étatique dans l'économie, de même il existe des institutions qui sont autant de centres concentrant et monopolisant du pouvoir. De même qu'il existe un dynamisme de la valeur au niveau des rapports de production, de même il existe un dynamisme et une adaptabilité des rapports sociaux où l'on nous invite maintenant à venir régler nos problèmes en participant, en disposant d'un morceau de pouvoir régional, municipal, culturel, ouvrier, étudiant, paysan, économique, artistique... reconnaissant un groupe de pression chargé de nous représenter en tant que locataire, propriétaire, usager, femme, homme, lycéen, travailleur, homosexuel... et bien sûr révolutionnaire. Le capital vise par ce double mécanisme à absorber, à isoler, et à détruire le cas échéant ce qu'il ne peut intégrer. Il serait absurde de s'interroger pour savoir ce qui est le plus dangereux : l'Etat ou la politique, le dynamisme des blindés ou celui de l'change. Tant qu'il n'y a pas de conflit, l'élasticité des relations sociales permet de donner à tous ceux qui s'organisent pour le prendre un pouvoir réel ou illusoire. Dès qu'il y a conflit, la force centralisée intervient, à tous les niveaux. Elle joue d'ailleurs aussi un rôle indirect même lorsqu'elle n'intervient pas, car son existence pèse sur tous les mouvements sociaux et aide à les contenir (18). Pas de critique ni de lutte contre la politique sans critique et lutte contre l'Etat : et réciproquement.

"La définition marxiste du caractère de l'Etat politique bourgeois n'aurait aucun sens et aucune cohérence si elle ne correspondait pas à la certitude qu'à la phase culminante cet organe de puissance du capitalisme ne pourra manquer de déchaîner à l'état actuel toutes ses ressources contre l'élan de la révolution prolétarienne." (19)

La politique n'est pas à combattre seulement comme un adversaire "extérieur". Elle constitue aussi un danger interne comme pratique menaçant de "l'intérieur" le mouvement subversif et chaque individu révolutionnaire. Paraphrasant une formule célèbre, on pourrait dire : le révolutionnaire n'est ni militant ni fou, mais une corde tendue entre les deux. Il serait vain de susci-

ter une peur panique de sombrer dans le militantisme ou la folie. Mais il n'est pas inutile de reconnaître la tension qui accompagne et le déséquilibre qui menace toute pratique subversive tant soit peu organisée durablement. Les "révolutionnaires" sont des prolétaires comme les autres, au sens où ils n'ont que leurs chaînes à perdre. Il est bien plus important d'insister sur ce qui est commun entre les "révolutionnaires" et le reste du prolétariat, que sur ce qui les distingue. L'un et l'autre sont pourtant nécessaires. Ce que nous appellerons le "révolutionnaire", se distingue seulement du reste du prolétariat en ce que les circonstances l'ont contraint à agir plus systématiquement, de façon plus régulière ou moins sporadique, incorporant en lui sous forme théorique le passé du mouvement communiste, qu'il exprime de façon originale. Cela ne signifie pas qu'il soit révolutionnaire 24 heures sur 24, ou à vie. Ce faisant, il ne jouit d'aucun privilège, ni en bien ni en mal. Tout mouvement social engendre de tels individus, également de tels regroupements. Le révolutionnaire ne se réclame pas du prolétariat. Il ne cherche à représenter personne, bien qu'il fasse partie d'une action collective. Si Marx écrit à Engels le 18 mars 1859 ne tenir son mandat de représentant du parti prolétarien que de lui-même, - ce n'est pas par arrogance. Il n'a nul besoin de parler "au nom" des autres prolétaires, ni de se fondre en eux. Si j'appartiens à la "classe", et si elle n'est pas une entité métaphysique, alors mon appartenance implique aussi mon action relativement autonome en son sein. Il ne sert à rien de répéter que l'on "fait partie" du prolétariat, si l'on n'agit pas en même temps comme une de ses parties. Notre être de prolétaire inclut une certaine théorisation, et un besoin de subversion, au fond identiques à ceux du reste du prolétariat, mais différents dans leur forme. Des textes comme celui-ci ne sont pas lus par le "prolétariat", mais par une minorité spécifique du prolétariat. Il serait idiot de vouloir en faire une avant-garde, un pôle de regroupement. Mais il est stérile de nier cette spécificité. Unité n'est pas synonyme d'identité.

La contre-révolution (après 1871, puis après 1921) n'a fait que faciliter la théorisation de ces individus et groupes "révolutionnaires" comme des êtres à part, destinés à diriger les autres. Aujourd'hui une tendance, saine au départ, réagit contre cette absurdité en renversant le problème, adoptant une position symétriquement inverse : les révolutionnaires font partie du prolétariat, voilà tout. Toute tentative de définir les révolutionnaires et leurs tâches actuelles, est dès lors interprétée comme néo-"léniniste". C'est ignorer le fondement de Que faire ? Dans ce livre (car on ne peut réduire Lénine à ses positions de 1902-03), il s'agit moins de savoir ce qu'il convient de faire que ce qu'il faut faire faire aux autres (les ouvriers naturellement réformistes, selon Lénine). Le caractère conservateur de cette thèse réside dans sa théori-

sation de la séparation : il s'agit de réinventer la politique, de fonder une politique à l'usage du prolétariat. Au contraire, la subversion actuelle ne peut que réfléchir sur ses conditions et son être même, ainsi que l'IS l'avait entrepris. Son point de départ n'est pas de chercher à faire passer les besoins des autres à un stade jugé supérieur, mais d'approfondir ses propres besoins pour mieux les satisfaire. Le besoin d'activité subversive est personnel et social à la fois. S'il croit n'être que social, il devient politique. S'il croit ou ne peut être que personnel, il tombe dans la folie. Non seulement le besoin personnel n'est révolutionnaire que s'il d'intègre à une action collective : mais c'est aussi la seule condition qui lui évite le délire (il y a bien des façons de délirer). Nous n'organisons personne, sinon nous-mêmes. Cet effort est anti-politique, et en tant que tel anti-léniniste.

Il est aussi vain de se dresser au-dessus de la classe que de se fondre en elle. Fondamentalement, je suis identique au prolétaire qui passe au coin de la rue. Mais ce "fondamentalement" ne résoud pas tout. Et s'en tenir là, aide à ne pas poser le problème de sa propre action. A la limite, on en arrive ainsi à nier la pression politique constante qui s'exerce sur nous, contre laquelle on se croit immunisé parce qu'on se confond avec le prolétariat.

Il existe des regroupements d'individus dont l'être même inclut une compréhension théorique générale des choses, qui les contraignent à certains actes. Ils n'échappent pas pour autant à la contrainte des rapports sociaux : ils ne "choisissent" pas le type d'action qu'ils mènent. Une minorité de la classe n'échappe pas à la détermination commune parce qu'elle a "la théorie". Mais, justement, pour elle, la détermination sociale comprend également, entre autres, certaines particularités, dont une théorisation plus poussée. L'opposition entre "contrainte" et "choix" est souvent conçue sur une base fautive. S'il est inexact de dire, comme Que faire ?, que le révolutionnaire choisit le camp du prolétariat, on ne peut pas non plus parler d'une contrainte qui nous ligoterait et nous conduirait au gré des événements : c'est oublier que les événements sont aussi le fait de nos actes et de notre intervention. On ressuscite ici l'opposition philosophique traditionnelle déterminisme/libre arbitre. Or, la contrainte qui s'exerce sur moi inclut mes propres actes et leurs conséquences; et je ne choisis que dans des cadres que je n'ai pas choisis. Les révolutionnaires produisent leur activité révolutionnaire, mais dans des conditions qu'ils n'ont pas créées : ils ne peuvent que les modifier par leur pratique. La "stratégie" qu'ils peuvent élaborer n'est que la systématisation de leurs besoins, expériences et moyens à la fois particuliers et généraux. Il ne sert à rien de se dissoudre au sein de la classe. Seule la force d'une pratique subversive garantit contre la politisation et la militantisation du

révolutionnaire alors digéré par la société : mais les conditions de cette force dépendent de la société dans son ensemble, non de la volonté. En ce sens la politique est bien un ennemi "intérieur" de la révolution, non seulement dans les périodes révolutionnaires proprement dites, mais aussi dans les autres (20).

"Nous savons que l'individu est faible, mais nous savons en même temps que l'humanité est forte." (21)

La violence sociale est issue des rapports sociaux. Même exercée par une minorité, son but est avant tout, quelles que soient les intentions de ceux qui en sont les porteurs, de modifier à un degré quelconque une structure sociale. Elle n'a jamais d'abord pour objectif d'influer sur les autres, de servir d'acte significatif : elle exprime une incompatibilité qui ne peut se résoudre que par la force. L'un de ses effets peut être, et est souvent, d'agir sur les autres, les secouer ou même les entraîner. Mais sa cause et sa logique n'étaient pas dans cet effet second, mais dans l'intolérabilité d'une relation que la violence cherche à modifier.

Au contraire, la violence politique est d'abord un phénomène de pouvoir : soit qu'elle vise à le conquérir, à faire pression sur lui, serve de défoulement à des militants sur lequel le groupe politique veut conserver son contrôle, ou fonctionne comme spectacle. En ce dernier cas, très fréquent, on fait preuve d'une représentativité, soit de nombre d'adhérents, de militants soit de force pure. Un Etat déploie des troupes pour dissuader des grévistes d'aller trop loin. Une organisation suscite ou encourage des bagarres pour montrer sa solidité. Il faut se faire reconnaître. Toutefois des violences politiques peuvent avoir un impact social, non par ce qu'elles sont, mais indirectement : par exemple la mort d'Overney en 1972.

Les gauchistes, extrême gauche de la politique, n'emploient pas la violence comme instrument de transformation, même limitée ou partielle, mais de représentation. La variété des formes (commandos, attaques de bâtiments, affrontements massifs) répond à un même contenu : prouver que l'on représente quelque chose, qu'il faut compter avec les groupes gauchistes, et leur accorder un morceau de pouvoir, ne serait-ce que dans l'esprit des gens dont ils escomptent l'appui, voire le vote. Le mouvement révolutionnaire, pour sa part, ne veut pas de pouvoir, il n'en a pas besoin, le pouvoir le gêne même dans son action : il ne cherche que le pouvoir de faire ce dont il a besoin. Il n'ambitionne ni reconnaissance ni légitimité. Aussi la violence est pour lui un moyen, mais plus qu'un simple outil : elle contribue à le transformer (voir plus haut).

La fonction de la violence politique est nette dans les relations entre extrême droite et extrême gauche. L'une et l'autre n'ont aucun programme, sinon de conserver ce qui existe, en mieux. Objectif contradictoire chez l'une et l'autre. Ce qu'il y aurait de positif dans leurs programmes est irréalisable puisqu'elles ne luttent pas contre le salariat et l'échange. L'extrême droite veut arrêter la moisissure des mœurs, tout en conservant le capital qui les dissout (22). L'extrême gauche veut libérer le travail et la spontanéité sans toucher au capital qui les asservit. En dernière analyse, l'une et l'autre ont pour programme leur destruction réciproque. Pour l'Ordre Nouveau tout va mal parce que des éléments étrangers pourrissent un corps national foncièrement sain. Pour les gauchistes, et particulièrement pour la Ligue Communiste, la fascisation du pouvoir est le principal danger. L'un et l'autre camp se donnent pour but prioritaire de détruire l'autre, recrute et milite sur ce thème. Phénomène de représentation : un groupe doit apparaître comme cause de tous les maux pour que sa destruction semble une libération complète. Il faut

"qu'une sphère sociale particulière passe pour le crime notoire de toute la société, de telle sorte que le fait de se libérer de cette sphère particulière apparaisse comme l'auto-libération générale." (23)

L'extrême gauche tient par l'extrême droite, et vice-versa. Krivine a émergé avec le Front Universitaire Antifasciste pendant la guerre d'Algérie, et ON est un sous-produit de 1968. Chacun veut d'abord lutter contre l'autre pour faire preuve de son existence aux yeux des formations politiques importantes où il se cherche un appui, sinon une place. La lutte contre le "fascisme" permet aux gauchistes de s'unir aux syndicats et partis de gauche. La lutte contre la "subversion" permet au Front National de gagner des voix traditionnellement de droite. Bien qu'on ne puisse assimiler la LC à ON (voir plus loin), c'est au fond sur le même terrain que le mouvement révolutionnaire les affronte, et pourra les vaincre, en tant que formes de l'extrême politique. Celle-ci se développe à une échelle sociale dès que la société entre en crise, pour y intégrer les éléments marginaux qui pourraient se dresser contre elle. Le plus grand ennemi et le plus grand soutien de l'extrême gauche, c'est l'extrême droite. Sans le SPD, Hitler n'aurait pas pris le pouvoir, et sans le fascisme, le PCF ne serait pas le "grand parti" qu'il est devenu grâce au Front populaire et la Résistance.

ON ne propose qu'un désordre très classique. Les références à la patrie, à la communauté nationale, fonctionnent comme les références à la classe ouvrière, au socialisme, à la révolution, pour l'extrême gauche. Dans

les deux cas, l'idéologie masque le rapport à la réalité, c'est-à-dire l'incapacité totale de la changer. Il faut disposer d'un signe de reconnaissance, qui sera d'autant plus "radical" que le groupe politique est marginal face aux partis classiques : d'où le nationalisme intransigeant des uns, l'appel à la révolution chez les autres. On pourrait aussi bien trouver des traces de communisme dans la LC que dans ON : déformées, mais répondant bien à une aspiration fondamentale que tous ceux qui recherchent un pouvoir s'efforcent d'utiliser. Le capital isole et regroupe selon sa logique. Il force les hommes à rompre cet isolement et en même temps utilise ce mouvement. Il se sert de la tendance à la communauté, cherche à l'intégrer à la fois par son programme général, et par le cadre organisationnel où l'individu atomisé trouve un semblant de communauté. C'est bien un échange : le militant achète une relation avec d'autres, en contrepartie de sa reconnaissance de l'organisation, et de son soutien actif. La propagande vise moins à convaincre qu'à créer une clientèle. L'idéologie n'importe pas par son contenu, mais par son rôle de liaison, de signe distinctif, à l'intérieur de chaque clientèle. Il est donc moins important de réfuter les gauchistes que de montrer leur fonction. C'est même entrer dans leur jeu que de trop parler de leurs théories en tant que théories, puisque leur rôle est ailleurs : on perpétue ainsi le mythe des oppositions traditionnelles fondamentales droite/gauche, en polémiquant sans cesse contre les gauchistes comme le font certains groupes révolutionnaires. Les "conservateurs" ont prouvé leur incapacité à conserver, les "révolutionnaires" à révolutionner, tandis que le capital réforme la société en se modernisant. La force du gauchisme n'est pas dans ses idées, mais ses idées sont l'une des formes dont la société a besoin pour combler un vide politique à l'extrême gauche. Le gauchisme va croître jusqu'à et dans la révolution.

On ne peut renouveler ici la démonstration du caractère superficiel de l'antagonisme démocratie/fascisme (24), seulement prendre l'exemple des libertés politiques. Les arguments de l'antifascisme comme priorité à la lutte contre le capital, se résument toujours ainsi : mieux vaut un moindre mal. Il est sûr qu'un coup de poing est préférable à un coup de revolver. Mais en soutenant aujourd'hui celui qui me donne un coup de poing pour éviter l'autre, rien ne garantit que demain il ne changera pas d'arme. Au niveau social, une même tendance anime le "moindre" mal et le mal "pire" encore : aussi, non seulement il est illusoire de soutenir le premier contre le second, mais un tel appui est catastrophique. Soutenir un Etat contre un autre équivaut à se désarmer théoriquement, tout en le renforçant pratiquement.

On avance que la "fascisation" menace les libertés politiques. Or la liberté politique signifie avant tout liberté pour la politique de se donner

libre cours, et d'étouffer les mouvements révolutionnaires.

"On ne peut même pas établir d'une façon générale que les conditions les plus propices... se trouvent réalisées par certains types du régime bourgeois, les plus démocratiques par exemple. S'il est vrai que des mesures réactionnaires, de "droite", ont arrêté plusieurs fois la marche du prolétariat, il n'est pas moins vrai, et beaucoup plus fréquent, que la politique libérale, de gauche, a souvent étouffé la lutte de classe et détourné la classe ouvrière d'entreprendre des actions décisives. Une évaluation plus exacte, plus conforme à la rupture des marxistes avec les sortilèges de la démocratie, l'évolutionnisme et le progressisme, montre seulement que la bourgeoisie réussit souvent à servir ses intérêts contre-révolutionnaires en utilisant alternativement des méthodes et des partis de gouvernement apparemment opposés." (25)

Hitler n'a pas vaincu le prolétariat allemand en 1933, parce qu'alors ce prolétariat ne se battait plus, écrasé par la démocratie et le parti socialiste en 1918-21. On veut interdire la parole aux défenseurs des nazis que seraient les membres d'ON : même si cela est vrai, en quoi les défenseurs d'Hitler sont-ils plus ignobles et plus contre-révolutionnaires que les défenseurs de Staline, de Roosevelt, de Churchill, de de Gaulle ? La Russie "soviétique" a tué plus de révolutionnaires qu'Hitler ou Franco : mais, pour elle, on trouve toutes les excuses - jusqu'au monopole du commerce extérieur classé parmi les éléments du socialisme -, toutes les raisons de ne pas la combattre au même titre que les autres Etats. Les gauchistes se situent entièrement dans la ligne idéologique et dans le camp des vainqueurs de la deuxième guerre. Les Maoïstes fêtent la Résistance avec fleurs et couronnes. La LC prend bien soin de reprendre le mythe entretenu autour de 1939-45, dont la solidité déjà entamée est encore une force matérielle considérable (26). Une affiche de la LC rapprochait l'action américaine en Indochine de Guernica et d'Oradour : jamais un mot sur Drexel, ou le bombardement de Tokyo qui fit plus de victimes qu'Hiroshima. Il y a cohérence parfaite chez une organisation qui se vantait en août 1945 de proposer "le seul moyen - ouvrier - de donner à la production un rendement insoupçonné par les bourgeois, les profiteurs et les capitalistes." (27)

On a utilisé contre le fascisme ce qu'il avait lui-même employé avec succès contre la révolution. Après avoir représenté des catégories spéciales (les socialistes, les communistes, les juifs) comme responsables des maux de la société, il a été à son tour représenté comme une forme politique spéciale responsable des maux de l'entre deux guerres et des horreurs de 1939-45. On l'a ainsi pris à son propre piège, mais dans les deux cas le vaincu était le prolétariat, parce que c'était lui le véritable ennemi des deux camps.

Quant aux dénonciations de l'oppression et de la misère "communistes"

en Russie par l'extrême droite, il y a longtemps qu'elles ne sont plus qu'un thème de propagande. L'époque où Radio-Europe-Libre appelait les hongrois à se soulever est révolue. Personne ne veut plus "libérer" les peuples des pays de l'est, et à Moscou, Rockefeller s'installe avenue Karl Marx (28). Extrême droite et extrême gauche n'emploient leur "antifascisme" et "anticommunisme" qu'aux fins de mobiliser leurs troupes respectives, et de se faire accepter par les formations politiques traditionnelles.

De même que l'extrême droite essaye traditionnellement de noyer la lutte de classes dans le nationalisme, appuyée en cela directement par la gauche et indirectement par l'extrême gauche puisqu'elle soutient la gauche. De même les gauchistes s'efforcent de dévier les problèmes en ravivant la lutte antifasciste. Par exemple, en un moment d'agitation, autour des sursis et de l'armée, en mars-avril 1973, des commandos de la LC et de l'AJS ont attaqué, et parfois sauvagement, des militants d'extrême droite. L'escalade entraîne alors toujours un regroupement des "nationaux", qui n'attendent que cela, et permet aux gauchistes de mettre en avant les thèmes démocratiques et politiques. L'agitation est ainsi mieux canalisée sur un terrain où les groupes politiques sont sûrs de gagner, idéologiquement et pratiquement.

Le thème de l'action d'ON qui a déclenché les événements de juin 1973 est significatif. Quelle est l'origine du racisme, dont on fait porter le blâme sur ON ? le mécanisme du capital. D'un côté le capitalisme unifie et divise à la fois les travailleurs sur le plan économique : a) dans la concurrence entre eux-mêmes; b) entre les entreprises où ils travaillent (les salariés s'attachant à "leur" entreprise particulière : ainsi LIP). D'un autre côté, la combinaison des facteurs "raciaux" et nationaux permet à l'ensemble des pays capitalistes de jouer sur les oppositions ethniques, linguistiques, religieuses.

La plus grande mystification consiste à faire du racisme une idéologie qu'il faudrait combattre à l'aide d'appels à la solidarité. Le racisme est d'abord une réalité sociale : croire et faire croire qu'il est le produit d'attitudes ou d'idées, c'est masquer sa cause. Lorsque les ouvriers immigrés s'installent en nombre dans une région ou une ville, compte tenu de la nature du travail, de l'urbanisme, des conditions de vie..., capitalistes, ils ne peuvent être ressentis par le reste de la population que comme corps étranger. Bien plus, les indigènes en font un symbole de l'intrusion - du capital - dans leur vie sociale. On ne peut comprendre le racisme sans admettre la dégradation que représente l'arrivée des immigrés pour le cadre de vie traditionnel : le racisme en rend responsable les immigrés, mais seulement parce qu'il joue

sur un fait réel. Les immigrés ne peuvent s'intégrer ni aux quartiers (quand ils existent encore), ni aux grands ensembles. Ils restent en marge des uns et des autres, remettant en question les habitudes de vie et de pensée. A bien des égards, c'est souvent une saine réaction anti-capitaliste qui se trouve à la base du phénomène raciste : le rejet d'un visage particulièrement pénible du capital, que le racisme identifie au visage des nouveaux venus. Là éclatent l'inconséquence et la contradiction de telles attitudes : on voudrait éviter les travaux les plus pénibles, s'en décharger sur une catégorie à part, non assimilée, mais sans souffrir soi-même de cette séparation. La crainte et le mépris qu'engendrent les immigrés, qui vivent "entre eux", comparés à la vie familiale "normale" des français, expriment parfois une réaction contre l'inhumanité de la société, mais dirigée sur un effet, non une cause (29). Le français réagit d'autant plus fortement face à la vie familiale de l'immigré que la sienne est menacée de dislocation : l'immigré ne fait qu'annoncer, par la dissolution de sa vie sociale, la dissolution de l'ensemble des rapports sociaux. La gauche et le gauchisme revendiquent pour lui un statut de travailleur digne et normal : position réformiste et réactionnaire à la fois. Qu'il habite un bidonville, un pavillon ou un HLM, le travailleur salarié est voué à la dégradation dont les immigrés actuels ne sont qu'un aspect spectaculaire.

On s'est plu à voir en eux l'élément (enfin) radical de la classe ouvrière. Mais c'est justement parce que le capital ne peut satisfaire leur exigence de reconnaissance et de dignité, qu'il les contraint à jouer un rôle radical. Le racisme ne crée pas l'opposition entre français et immigrés, pas plus que le chauvinisme ne crée les guerres. Le racisme comme idéologie est presque superflu, il n'existe qu'en certaines occasions. Alors il devient force matérielle spécifique et doit être détruit : mais non par l'"anti-racisme", mais par la lutte de classes. On gardera toujours à l'esprit que, si le mouvement ouvrier contribue à la division des travailleurs, c'est bien moins par son rôle de relai de l'idéologie raciste, que par son attitude globalement réformiste. L'anti-racisme joue un rôle aussi réactionnaire que son soi-disant ennemi; il prolonge la confusion, tout comme le pacifisme face à la guerre.

En effet, toute étude historique sérieuse des pays industrialisés montre qu'un trait commun du mouvement ouvrier traditionnel est d'avoir sans cesse vécu de cette opposition, privilégiant les uns aux dépens des autres. C'est une constante du syndicalisme et des partis socialistes puis communistes officiels. Marx l'avait compris, et la lutte pour l'indépendance de l'Irlande avait pour objet, selon lui, de liquider l'émigration du prolétariat irlandais

en Angleterre, privant ainsi les capitalistes anglais d'une arme de division (30). Depuis la fin de la phase progressive de constitution des Etats nationaux, la perspective est différente. Surtout le passage d'une minorité de pays au stade où "l'ensemble des connaissances est devenu une force productive immédiate", engendre un besoin d'OS non qualifiés venus de pays moins développés, à côté d'OP qualifiés d'origine "nationale", divisant ainsi la classe ouvrière (31). L'"indépendance" algérienne facilite une émigration qui satisfait à la fois le capital algérien (ainsi débarrassé de forces de travail non-salariables dans ce pays) et le capital français, qui contrôle mieux la classe ouvrière. Les inégalités et les antagonismes au sein du monde ouvrier ne proviennent pourtant pas d'une volonté de division : celle-ci existe, mais ne fait que jouer sur une tendance "naturelle" du capital. Le capitalisme développe l'inégalité.

Il serait vain de se moquer de l'impact raciste d'ON ou de Minute. La contre-révolution est aussi là et doit y être combattue (voir plus loin). Cependant, si ON est incontestablement raciste, que dire des syndicats, et de la gauche ! L'Humanité verse une larme chaque fois qu'on tue un algérien, mais en est tout aussi responsable que Minute, et davantage en raison de sa pénétration en milieu ouvrier. Le PCF passe son temps à chanter la France, à promouvoir un nationalisme encore plus dangereux que celui d'ON parce que mêlé de pseudo-réformisme et d'idéologie ouvrière. On ne peut s'étonner qu'à Flins, par exemple, la direction de Renault utilise si bien un racisme latent, quand le PC lance un "Appel aux travailleurs français" dans une usine où 50 % des ouvriers (80 % sur les chaînes et machines de montages) sont immigrés. Le résultat est prévisible.

Pour le PC, comme pour tout le réformisme, le racisme est une donnée qu'il ne remet pas plus en cause que le salariat. C'est pourquoi il reprend à son compte les sondages selon lesquels le racisme serait inévitable au-delà d'un certain pourcentage de population étrangère. C'est logique : accepter le capital, c'est aussi accepter les guerres, la misère, et le racisme. Le tout est qu'il ne dépasse pas certaines limites. Aussi propose-t-il de répartir les immigrés sur tout le pays pour qu'on atteigne pas le seuil fatidique. Au fond tout le monde est d'accord, et n'y peut rien. La politique est synonyme d'impuissance devant les faits que chacun utilise à sa façon, et selon son type de clientèle. L'extrême droite "nationale" ne peut qu'affirmer son racisme. L'extrême gauche "ouvrière" doit faire preuve d'un minimum de solidarité - verbale - avec les immigrés.

Les accusations (justifiées) de racisme lancées contre ON par la gauche sont d'autant plus absurdes et révoltantes qu'elle-même soutient ce que propose

ON : limiter l'immigration. "Le nombre de travailleurs immigrés accueillis en France chaque année sera déterminé par le plan démocratique." (32) "Le plan prévoira le nombre de travailleurs immigrés accueillis chaque année afin de définir les mesures économiques et sociales à prendre." (33) Les prises de position locales sont plus nettes encore. En 1972, les maires PC de la région parisienne préconisaient de contingenter la main d'oeuvre étrangère, et de réserver en priorité les logements disponibles aux familles "françaises" (34). En 1926-27, le PC "lance le mot d'ordre de l'"arrêt de l'importation collective de la main d'oeuvre étrangère"" (35). Chacun sait que, jusqu'au début des années trente, le PCF était régulièrement rappelé à l'ordre pour ses complaisances nationalistes par la direction de l'IC : à partir de 1934-35, avec la ligne antifasciste, on encourage au contraire ses tendances patriotiques et colonialistes qui se déchaînent. En 1935, "à une des séances du parlement, on a voté, à l'unanimité, sans discussion, une loi permettant d'envoyer les chômeurs étrangers recevant le chômage, à des travaux obligatoires, non payés, dans les forêts." (36) Qui a propagé depuis quarante ans l'idéologie chauvine avec le plus d'acharnement auprès des travailleurs, sinon le PC ? le responsable du racisme en milieu ouvrier, c'est le mouvement ouvrier organisé, comme dans tous les pays industriels. Que l'on songe aux Etats-Unis et à l'anti-sémitisme russe. Le SPD proposait en 1919 d'éliminer les juifs d'Allemagne, et laissait organiser des raids sur les ghettos, d'où certains juifs étaient conduits en camp de concentration : cela non après 1933, mais en 1920 (37). Thorez lui-même eut recours à l'anti-sémitisme classique dans une brochure contre Blum en 1940. Rendre ON spectaculairement responsable du racisme, équivaut à couvrir et valoriser la gauche : tel est d'ailleurs le but des gauchistes. Vouloir interdire la réunion d'ON "contre l'immigration sauvage", c'était se servir du fait raciste lui-même comme d'un jouet idéologique, pour représenter l'extrême droite comme criminelle. Dans sa méthode comme dans son but, le LC s'est livré à un acte totalement politique, sans rapport avec le contenu de ce qu'on y faisait. Dans une telle situation, il n'y a rien d'étonnant à ce que la LC, en état de "perte de la saisie dialectique du réel" (38), se soit laissée aller et prendre au jeu de la violence à un degré qu'elle ne prévoyait ni souhaitait. La politique est folie dans la mesure où l'on y fait autre chose que ce que l'on fait. Il arrive un stade où elle ne se contrôle plus, et tourne sur elle-même. Alors les autres peuvent en profiter. C'est ce qui s'est passé.

Mais tout s'arrange dans les limites du monde politique. Un équilibre se modifie et se rétablit : il y a toujours du pouvoir à partager. Il y en aura de plus en plus, puisqu'on est de moins en moins capable de pouvoir faire

quelque chose. Toutes les activités sont susceptibles de poser des problèmes de pouvoir. Comme dit le militant : tout est politique.

On peut se demander si la politique admet vraiment un vaincu. Pour peu qu'une organisation soit bien implantée, c'est-à-dire dispose d'un cadre proposant à des énergies sociales de s'y exprimer à son profit, elle se sort de toute épreuve délicate. Chacun tient d'ailleurs à ne pas aller trop loin. ON s'était présenté au français moyen comme son défenseur contre les étrangers. Il est clair qu'il n'en a pas les moyens : une série de meetings ne vont rien changer. ON se sert d'un état de fait et d'esprit qu'il exploite. Finalement, tout se retourne, et tout le monde - Etat compris - est trop heureux de pouvoir se décharger sur lui de la responsabilité du racisme. La politique représente : mais les miroirs jouent dans tous les sens. Malgré tout, l'acharnement général contre ON lui profite, permettant de se présenter comme le seul groupe vraiment français. De son côté, la LC, espérant marquer un point par des violences contre ON, est dissoute, mais on n'a jamais autant parlé d'elle. Elle se présente en victime, parvient à s'insérer dans le cadre respectable de la gauche démocratique. Elle gagne sur le plan des militants (la dissolution leur prouve qu'ils sont révolutionnaires tout comme la non-dissolution aurait prouvé le côté responsable, donc efficace, donc révolutionnaire, de leur organisation), des sympathiques (pas un intellectuel de gauche qui ne soit révolté par cette mesure), et de la gauche officielle, qui s'occupe de la LC pour faire sa propre publicité. L'Etat, qui ne vise à détruire ni ON ni la LC, apparaît comme un défenseur de l'ordre. Etc. Chacun existe non par ce qu'il fait, mais par ce qu'il dit que les autres veulent lui faire. Tromper les autres et se tromper soi-même, ainsi Marx résume-t-il la sagesse parlementaire. Chacun est finalement solidaire en politique, à l'intérieur du respect de certaines règles. La répulsion provoquée par Hitler vient sans doute en grande partie de ce qu'il écrasa physiquement les élites politiques qui le gênaient (le cas de la Russie est moins "pur" du point de vue capitaliste). L'Allemagne nazie constitue en effet un cas limite où la politique est absorbée par l'autorité de l'Etat. Tout le tissu de relations par lequel les allemands étaient organisés, en particulier le mouvement ouvrier aux innombrables ramifications, fut intégré brutalement à l'appareil d'Etat. Politique et Etat fusionnèrent. Le milieu politique traditionnel fut éliminé, les dirigeants, les cadres, de nombreux militants envoyés en prison ou en camp. (39) Les politiques ne peuvent pardonner à Hitler d'avoir à la fois réprimé les ouvriers et décapité les partis politiques. Une démocratie normale, comme la République de Weimar, massacre seulement les prolétaires. Dans sa situation, le nazisme ne pouvait tolérer le libre jeu de partage et re-partage incessant du pouvoir.

Il est significatif que la LC se soit ensuite désolidarisée des violences commises à son appel, et ait axé sa campagne de protestation contre le ministre de l'intérieur, exigeant sa démission (au moins le PC veut un changement de gouvernement). Tout cela est dans la ligne de son programme de démocratisation de la société, commun à tous les gauchistes (40). L'antifascisme va jusqu'à demander à Pompidou de se débarrasser de Marcellin, comme hier il demandait l'inculpation de Massu comme tortionnaire, tout en appelant à voter pour G. Mollet sous les ordres duquel ces tortures eurent lieu. Il s'agit toujours de faire croire que le côté "démocratique" de l'Etat s'oppose au côté "fasciste" et puisse le combattre. On masque les oppositions réelles, on couvre les vrais responsables, on obscurcit les causes profondes du totalitarisme moderne. Les événements autour de la dissolution de la LC et d'ON ont donc constitué un nouveau succès provisoire de la politique. Nombreux sont ceux qui se laissent prendre au piège de la "solidarité".

"Jamais la situation des trostkystes n'a été aussi bonne en France, jamais les liaisons n'ont été aussi bonnes avec la classe ouvrière, et notamment avec les militants de la CGT. Les prises de position du parti communiste, du parti socialiste et de l'ensemble des syndicats ont été pour M. Marcellin une déconfiture totale. Indépendamment des causes qui ont poussé le PC à changer d'attitude, un déblocage de la situation politique s'est opéré. Cela constitue un acquis décisif dans les relations entre la gauche et l'extrême gauche. Une situation nouvelle a été créée. Jamais la police n'a été aussi divisée. Enfin, malgré des pressions sans précédent, une partie non négligeable de la magistrature a montré qu'elle refusait de devenir une auxiliaire de la police." (41)

On ne peut pas se désintéresser des conflits politiques importants sous prétexte qu'ils se déroulent dans une sphère que nous voulons détruire et non conquérir. Notre position n'est pas a-politique, mais anti-politique.

"Toute révolution dissout l'ancienne société : en ce sens elle est sociale. Toute révolution renverse l'ancien pouvoir : en ce sens, elle est politique." (42)

Par exemple, il est faux de refuser par principe toute attaque contre un meeting comme celui d'ON. Il y a des cas où la dispersion d'une réunion, ou une action en ce sens, est utile. Peu importe qu'il s'agisse d'une action minoritaire, si l'adversaire qu'elle attaque est déjà attaqué ailleurs socialement. Marx s'est moqué de ceux qui font des rapports sociaux des entités existant par elles-mêmes, et non plus des interactions de forces (43). On pourrait aujourd'hui critiquer ceux qui veulent affronter "Monsieur le Capital"

et "Madame la Contre-révolution", comme s'ils pouvaient exister ainsi. Ce point doit être bien pesé dans toutes ses implications. Se contenter de combattre la "contre-révolution", revient à se définir uniquement comme théoricien, intellectuel révolutionnaire. Car seule la théorie saisit la société, la politique, le capital, comme des ensembles. La théorie seule embrasse la totalité. L'action est toujours particulière.

Reprendre à ce propos la critique de la séparation, en voyant dans la lutte anti-politique une nouvelle façon d'agir en "spécialiste", c'est transformer en absurdité la critique de la séparation, et rester bien en deça de l'IS. Dans ses meilleurs moments, de la sirène décapitée de Copenhague au scandale étudiant de Strasbourg, l'IS a vu et montré que l'assaut contre des individus et institutions particuliers pouvait avoir valeur universelle. Marx l'avait déjà exposé après l'émeute des tisserans de Silésie en 1844. Ce n'est pas en restant au niveau de la totalité qu'on la rencontre, sinon abstraitement : mais en exprimant son besoin par une lutte particulière, dont le contenu est universel, parce que répondant à un mouvement social général. Il est exclu que nos haines et pulsions, qui incorporent la théorie, soient au fond différentes dans leur objet et leur nature de celles de milliers d'autres individus et groupes au même instant dans le monde. Le fait de chercher à détruire un meeting d'ON, de la LC, du PC ou du PS, qui sont des forces politiques réelles, répond à un besoin de lutte contre la politique sous la forme qu'elle prend avec ces partis. Parce que je ne peux pas supporter l'ignominie d'ON, du PS ou du PC, qui m'oppriment, y compris dans ma "vie quotidienne". Ce n'était pas le cas de la LC, qui cherchait à se donner en spectacle en faisant du meeting d'ON lui-même un spectacle : les bons contre les méchants. Elle voulait impressionner, regrouper, elle n'exprimait pas un besoin social, sinon de façon travesti.

La politique, comme d'autres réalités sociales, sous sa forme générale et sous sa forme particulière (groupes, partis), nous écrase, et nous éprouvons un besoin bien réel de la détruire. Nous ne tenons d'ailleurs l'authenticité de ce besoin que de nous mêmes : il est hors de question de le justifier. Or, ce besoin est ressenti chaque jour, et en ce moment même, par des centaines de personnes, qui se heurtent, y compris dans des actions "revendicatives", au PC, par exemple : directement ou sous la forme de la CGT. La destruction, parfois la perturbation, d'une action du PC, montre à ces gens là qu'il existe d'autres éléments luttant contre lui et qu'il n'est pas invincible. Et elle apporte aussi, si l'on s'en donne les moyens, une clarification théorique qui fait avancer les choses. Le mouvement communiste s'organise ainsi. Cependant, au départ, c'est notre propre besoin de se battre contre ce parti qui nous a fait agir. Ou alors il faut nier que certains puissent avoir le besoin personnel de

démolir la gauche, comme si l'on n'avait que des besoins étroitement immédiats. Ce qui réintroduit une limitation du type : la classe ouvrière ne peut s'élever par elle-même qu'à une conscience réformiste. Bien au contraire : la pression de nos besoins immédiats nous fait rencontrer le PC et contraint à élargir notre horizon et l'affronter. A partir de là, nos besoins et nos haines s'étendent à bien des choses qui dépassent notre cadre immédiat, et pourtant agissent sur lui, et doivent donc être modifiées. Une conception matérialiste de la subversion se fonde sur ce processus.

Si l'on a pour perspective de lutter contre "la contre-révolution", tout simplement, alors il est inutile de distinguer la LC d'ON, car on risquerait de faire soi-même de la politique en distinguant ses différents aspects. Cette position est logique si l'on reste au niveau global, mais intenable dès lors que des pressions obligent à quitter ce niveau. De ces hauteurs, on ne peut d'ailleurs que se livrer à des dénonciations, et de se complaire dans la violence verbale.

Pourtant, ce n'est pas "le capital" auquel je suis confronté, et qui m'attaque et que j'attaque, c'est cet urbanisme, ce travail, ce rapport à l'autre, particuliers auxquels j'ai affaire. La différenciation entre la LC et ON s'impose dès lors, car on ne peut s'attaquer à l'un comme à l'autre. En effet, le lien à la société, et au mouvement révolutionnaire, est différent selon qu'il s'agit de la LC ou d'ON. La LC encadre des énergies dont certaines sont révolutionnaires. Elle ne les pervertit pas, car elles acceptent ce cadre conforme à leur nature. Mais on ne peut en rester là. D'un point de vue dynamique, les situations nouvelles, les problèmes sociaux, contraignent une (faible) partie des énergies reçues par les gauchistes à une évolution qui peut conduire aussi bien à l'isolement, à la décomposition (souvent théorisée comme refus du militantisme), ou à une position révolutionnaire, ou encore à une confusion inextricable. On ne peut pas ne pas distinguer entre les militants eux-mêmes et les éléments qui gravitent autour d'eux, parce qu'ils n'ont pas d'autre perspective, bien qu'ils cherchent autre chose. De ce point de vue, on peut soutenir que des groupes comme la LC sont bien plus dangereux qu'ON, parce qu'ils se mêlent au mouvement révolutionnaire, profitant de ses faiblesses, de sa confusion. Mais, pour cette raison même, la lutte contre les gauchistes passe souvent par d'autres méthodes (44), bien que fondamentalement (voir plus haut) l'extrême politique soit à détruire pour ce qui la définit : son être politique. Le prolétariat sera fusillé par l'armée, étranglé par le mouvement ouvrier et la politique, drogué par les gauchistes, s'il ne les écrase pas. Tous les coups dès maintenant portés contre eux par le mouvement révolutionnaire auront leur effet le moment venu. Toute clarification sur un point précis,

diffusés là où elle entame le monopole de la parole dont bénéficie et vit la politique, joue un rôle considérable. La vérité est révolutionnaire.

"Or que font les médiateurs ?.. Ils voient comme nous que notre époque est une période d'opposition, ils nous concèdent que ce déchirement interne est mauvais, mais au lieu d'accentuer cette opposition pour en faire naître une réalité nouvelle positive et organique, ils s'efforcent de la perpétuer, sous sa forme actuelle précaire et médiocre.. Ils enlèvent à l'opposition l'esprit agissant qui l'anime, afin de pouvoir l'utiliser à leur gré."  
Bakounine, 1842.

## LA DÉMOCRATIE

"..la simple démocratie est incapable de remédier aux maux sociaux. L'égalité démocratique est une chimère: la lutte des pauvres contre les riches ne peut donc être menée jusqu'à son terme ultime sur le terrain de la démocratie ou de la politique en général.. il faut que se développe un élément nouveau, un principe dépassant tout élément politique: celui du socialisme."

Engels, La Constitution anglaise, 1844.

NOTES

- (1) Voir le plan de Marx en 1857 : Oeuvres, Gallimard, I, 1963, p. 263.
- (2) Les deux premiers et le dernier de ces textes sont dans Textes (1842-7), Spartacus, 1970.
- (3) Manuscrits de 1844 : Oeuvres, Gallimard, II, 1968, p. 64-5.
- (4) Manuscrits de 1857-8 (Grundrisse): Oeuvres, déjà cité, p.288-93.
- (5) B. Davidson, Les africains / Introduction à l'histoire d'une culture, Seuil, 1971, p. 208.

L'évolution n'est ni parallèle ni automatique entre croissance de l'échange et croissance de la politique et de l'Etat. Il n'y a pas de modèle universel d'un développement linéaire des sociétés. Outre la distinction nécessaire entre échange marchand et échange rituel ou cérémonial, on rencontre des sociétés où l'échange est relativement bloqué, et qui pourtant connaissent un développement important de l'Etat : par exemple dans le mode de production dit asiatique. Ce qui est vrai, c'est que la politique ne s'autonomise que si la valeur s'autonomise, si l'échange marchand s'étend.

- (6) Livre III : Oeuvres, II, p. 877. Voir aussi le § sur la valeur dans Barrot, Contribution à la critique de l'idéologie ultra-gauche, dans Marxisme et "question russe", La Tête de Feuilles, 1972.
- (7) Cette question fut abordée en 1967 dans l'introduction d'une brochure (épuisée) de Pouvoir Ouvrier : Impérialisme et bureaucratie face aux révolutions dans le tiers-monde. Voir aussi Mattick, Marx et Keynes, Gallimard, 1972.
- (8) Lettre du 21-6-1856 : Pages de K. Marx pour une éthique socialiste, Payot, I, 1970, p. 94.
- (9) Critique de la philosophie de l'Etat de Hegel, Costes, Oeuvres philosophiques, IV, p.161 et 163.
- (10) Gloses marginales..., déjà cité, p. 81.
- (11) Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel...., déjà cité, p. 60.
- (12) Le fil du temps (J. Angot, BP 24, Paris 19è), n° 2,6,7 sur la question agraire. Lire parallèlement les divers ouvrages de R. Dumont, en particulier Nous allons à la famine, Seuil, 1966.
- (13) Marx, Un chapitre inédit du Capital, UGE, 1971, p.199-201.
- (14) La théorie du capital dit de monopoles, et du "capitalisme d'Etat", se trouve dans le Livre III.
- (15) Lettre de Marx à Annenkov, 28-12-46 : Oeuvres, I, déjà cité, p.1439.

- (16) Par exemple certains aspects de ce qu'on nomme "utopisme" et "anarchisme", souvent pour les discréditer. Et "l'école de Frankfort".
- (17) RI (BP 219, 75827 Paris cedex 17) pourrait représenter la première tendance; Négation (A. Ajax, 123 rue du faubourg du Temple, 75010 Paris), et Le voyou (N. Will, 151 rue de Belleville, Paris 19e), la seconde.
- (18) Bordiga, Force, violence, dictature dans la lutte de classes, écrit entre 1946 et 1948, publié par le PCI, 1973 (BP 266, 13211 Marseille Cedex 1; 20 rue Jean Bouton, 75012 Paris).
- (19) Id., p. 27.
- (20) C'est un des points que le n° 4 du MC essayait de dégager. Il a été interprété dans tous les sens possibles. On y a lu tantôt, à juste titre, une remise en cause du "révolutionnaire"; tantôt un nouveau Que faire ? La virulence de certaines attaques n'est qu'un des signes de la "crise" dont parlait ce texte - sans vouloir apporter un remède magique, puisqu'elle découle en grande partie de pressions inévitables. On y reviendra.
- (21) Marx, Débats sur la liberté de la presse, cité dans Invariance, n° 5 (épuisé), p. 59 (J. Camatte, BP 133, 83 Brignoles).
- (22) "Blousons noirs. Délinquance et lutte de classe", Programme communiste, n° 9. "La dissolution de la morale bourgeoise est l'oeuvre du capitalisme", id., n° 13.
- (23) Contribution à la critique de la philosophie du droit... déjà cité, p.60.
- (24) Voir Communisme et fascisme, PCI, 1971; La légende de la gauche au pouvoir, La Tête de Feuilles, 1973; et les thèses de la gauche communiste italienne de 1945, dans Invariance, N° 9.
- (25) Thèses de la gauche au III<sup>e</sup> congrès du PC d'Italie (1926, Lyon) : Programme communiste, n° 38 (épuisé), p.33.
- (26) La violence, loin d'avoir pour seul effet une liquidation physique, fait en sorte qu'on ne se pose même plus certaines questions. Ainsi 1939-45. Tout ce qui éclaircit cette guerre est positif. Nous publierons bientôt Auschwitz ou le grand alibi, paru dans Programme communiste, dont nous avons fait un reprint en 1970.
- (27) La lutte des trotskystes sous la terreur nazie, PCI (IV<sup>e</sup> Internationale), 1945.
- (28) Le Monde, 23-5-1973.
- (29) Le fil du temps, n° 1, p. 74-9/
- (30) Voir la lettre de Marx de 1870 dans J.-P. Carasso, La rumeur irlandaise, Champ libre, 1970, p. 46-7. Marx y compare d'ailleurs explicitement la situation des irlandais en Angleterre à l'antagonisme entre noirs et pauvres blancs aux Etats-Unis.
- (31) Manuscrits de 1857-8 : Oeuvres, II, déjà cité, p. 307.

- (32) Changer de cap, Ed. Sociales, 1971, p.49-50.
- (33) Programme commun PC-PS, Ed. Sociales, 1972, p. 57.
- (34) Voir le tract encarté dans la plupart des exemplaires du n° 3 (épuisé) du MC.
- (35) A. Ferrat, Histoire du PCF (1931), reprint Git-le-Coeur, p. 197.
- (36) "Les ouvriers étrangers hors la loi", article paru dans L'Internationale, Organe de l'Union Communiste, 22-2-1935, cité dans La légende de la gauche au pouvoir, déjà cité, p.108.
- (37) A. Berlau, The German SPD, 1914-21, New York, 1949, p. 345-7.
- (38) Extrait du commentaire de l'IS sur La fausse conscience, de J. Gabel, rapprochant l'idéologie politique de la schizophrénie : IS, n° 10, p.73.  
Voir La société du spectacle, Champ Libre, 1972, chap.IX, sur la perte de la dialectique de la totalité et de la dialectique du devenir.
- (39) Voir l'ouvrage à paraître de F. Neumann, Behemoth / Structure et pratique du national-socialisme. Préface de J. Barrot. (Payot, 1975).
- (40) Le prolétaire, n° 158. Mais le PCI ignore la nature politique de l'action de la LC, car lui-même n'a pas effectué la critique de la politique.
- (41) Krivine cité dans Le Monde, 5-8-1973.
- (42) Gloses marginales..., déjà cité, p. 89.
- (43) Livre III : OEuvres II, déjà cité, p. 1438.
- (44) Après avoir lu dans le n° 4 du MC une réhabilitation de Lénine, certains verront peut-être ici un nouvel "entrisme". Après Lénine, Trotsky.. Toute lecture sérieuse de ces pages montrera qu'il n'y est pas question de "récupérer" des militants égarés, mais d'entrer en contact, quand c'est possible, à travers une pratique, avec des éléments qui ont eux aussi un besoin subversif, que la politique a étouffé.  
Pour une vue plus large du problème abordé dans ce texte trop court, voir l'ouvrage contre la politique, à paraître, probablement chez un éditeur. On trouvera aussi des éléments dans LMC, n° 1, sur la crise politique actuelle issue du partage du pouvoir.

# Pour une bibliothèque idéale

Négation, n° 2: "L'école qui crève/La guerre qui vient". A.Ajax, 123 Fb. du Temple, 75010 Paris.

La révolution communiste en Irlande, suppl. au n°2 de Négation. Reproduction d'articles des Temps Modernes (juin 1972).

Bulletin communiste, n° 3: "Prolétaires et communistes". R.Simon, BP 287, 13605 Aix en Provence.

Révolution internationale, n° 4; en particulier "Où va la lutte de classes en France ?", bien qu'il s'agisse encore de faire passer les luttes "économiques" au niveau "politique". BP 219, 75827 Paris Cedex 17.

Survivre.. et vivre, n° 16. "Le capital a toujours masqué qu'il était d'abord un système de rapports entre les gens en disant qu'il était d'abord un certain rapport à la nature: l'alibi technique. L'écologie embote le pas: elle veut un autre rapport à la nature, un autre mode technique de production en pensant établir ainsi d'autres rapports entre les gens. C'est en ce sens qu'elle est encore technicienne." (p. 35)  
5 rue Thorel, 75002 Paris.

Le fléau social, n° 3. "Tous ceux qui veulent agir parce qu'ils en ressentent objectivement et subjectivement la nécessité, tous ceux qui refusent de rester passifs, sans toutefois accepter le militantisme, doivent commencer à établir des liaisons entre eux et à se soutenir mutuellement. Dire cela c'est parler d'organisation." BP 252-16, 75766 Paris Cedex 16.

Le n° 6 d'Invariance: "La révolution communiste - Thèses de travail", est à nouveau disponible. J.Camatte, BP 133, 83170 Brignoles.

## EN ANGLAIS:

Witches, Midwives and Nurses, reproduit en 1973 par Black and Red. Box 9546, Detroit, Michigan 48202, USA.

Basic Views, Internationell Arbetarkamp, n° 1 (Ed. anglaise). IAK est issu du Manifestgruppen auto-dissout. Ce texte publié en mai 1973, aujourd'hui dépassé par ce groupe, définit un point de vue d'ensemble sur les problèmes de la révolution, mais reste trop lié au communisme de conseils. Box 229, 12602 Hågersten 2, Suède.

Communism v. Reforms, Workers Voice, 1973. Reproduit des critiques du programme du PC irlandais en 1922, par S.Pankhurst et Pannekoek. Flat 6, 72 Park Rd South, Birkenhead, Cheshire, GB.

## EN ALLEMAND:

Barrot, Der Renegat Kautsky und sein Schüler Lenin, in Thesen über den Bolschewismus, Kollektiv Verlag, 1 Berlin 44, Rollbergstr. 67.

## EN ESPAGNOL:

Marx, Notas marginales sobre la obra de Bakunin "El estatismo y la anarquía", Editorial Controversia, 1973. Apartado Nal. num. 12147 CUAN, Bogotá, Colombia.

J.-P. Carasso, El rumor irlandés, Siglo veintiuno editores, 1972. Gabriel Mancera, 65, Mexico 12, DF. Et s.v. de Espana editores, Emilio Rubin, 7, Madrid 16, Espana.

EN PORTUGAIS :

Id., La polveriera irlandese, Bertani Editore, 1971, Verona.

EN ITALIEN:

Traduction du n° 2 d'Invariance (version augmentée). Edizioni International, CP 177, 17100 Savona.

EN DANOIS:

Deb-ord, Skuespilsamfundet, Rhodos.

Situationistik Internationale, Rhodos (anthologie).

Le n° 3 du MC a été traduit par Kommunismen. Box 61, 2880 Bagsvaerd.

EN SUEDOIS:

IAK (voir plus haut) a publié 3 numéros. Le premier est identique à Basic Views. Le n° 2 traite de l'Allemagne 1918-29, le n° 3 est une traduction des Thèses sur le bolchévisme du GIK.

"Les mots forgés par la critique révolutionnaire sont comme les armes des partisans, abandonnés sur un champ de bataille: ils passent à la contre-révolution; et comme les prisonniers de guerre, ils sont soumis au régime des travaux forcés.. Les concepts de la critique radicale connaissent le même sort que le prolétariat; on les prive de leur histoire, on les coupe de leurs racines: ils sont bons pour les machines à penser du pouvoir..

L'appropriation réelle des mots qui travaillent ne peut se réaliser en dehors de l'appropriation du travail lui même." IS, n° 10, pp. 54 et 55.

"Ren-oncer à exterminer révolutionnairement les Ebert et Kautsky.. c'est déjà s'allier tactiquement avec eux."

O. Rühle, La révolution n'est pas une affaire de parti,

in La gauche allemande, La Vecchia Talpa, 1973, p. 122.

## Catalogue général

Si le but essentiel du mouvement révolutionnaire actuel n'est pas simplement de dire la vérité, mais de la rendre effective, on ne peut en déduire que les textes jouent désormais un rôle négligeable. Au contraire ils ont une fonction encore plus grande, mais différente. Leur diffusion ne vise plus seulement à faire connaître des positions, mais surtout à établir et renforcer des liens entre des individus et groupes, afin de faciliter une action commune chaque fois qu'on le peut. C'est dans ce but que nous diffusons des textes, dont la plupart, à cette date, furent publiés par La Vieille Taupe. Cette diffusion est distincte de celle du MC lui-même, que nous expédions généralement à toute personne intéressée, sans en faire un objet d'échange. Par contre ces livres et brochures (y compris les suppléments au MC) ne peuvent être envoyés qu'en respectant quelques règles simples, indispensables à l'édition de nouveaux textes.

Conditions de vente:

- paiement dès livraison, par retour du courrier;
- port à la charge de l'acheteur, qui ajoute au prix de sa commande le tarif postal qu'il lit sur son colis;
- port gratuit pour toute commande au dessus de 20 F;
- réduction de 33% à partir de 5 exemplaires d'un même texte, sur ces exemplaires;
- toute correspondance à G. Dauvé, BP 95, 94600 Choisy-le-roi, France;
- aucun exemplaire des cahiers Spartacus expédié par nos soins, ne peut être déposé en librairie;
- possibilité de conditions spéciales pour des envois importants.

Marx, Textes 1842-1847, Spartacus, 1970, 128 p., 7,50 F.

Remarques sur la censure prussienne, lettres, Critique de la philosophie du droit de Hegel, Glosses à l'article "Le roi de Prusse et la réforme sociale", Critique moralisante et morale critique.

Marx, Misère de la philosophie, Costes, 1950, 256 p., 7,50 F.

Introduction historique, préface d'Engels, textes de Marx sur le proudhonisme, les bons de travail, le libre échange. Sans doute la meilleure édition, puisqu'elle donne en marge les notes de Proudhon sur son exemplaire.

Marx, Révolution et contre-révolution en Allemagne, Costes, 1933, 192 p., 6 F.

"étude des causes qui ont déclenché la dernière explosion et en ont, en même temps, amené l'échec." (p.3)

C. Talès, La Commune de 1871, Spartacus, 1971, 190 p., 15 F.

Publiée en 1921 par la Librairie du Travail. Préface de Trotsky, commentée par P. Guillaume. Texte de F. Martin.

Trotsky, Rapport de la délégation sibérienne, Spartacus, 1970, 96 p., 6 F.

La longue préface de D. Authier rappelle que, si l'on connaît le rapport de Lénine sur le II<sup>e</sup> congrès du POSDR (1903), le rapport de Trotsky était resté inédit en français, et dissimulé par le trotskysme. Trotsky y ébauche une critique des points les plus faibles de Que faire ? (ceux retenus par le léninisme), et du formalisme du II<sup>e</sup> congrès, qu'il reprendra l'année suivante dans Nos tâches politiques.

Pannekoek, Lénine philosophe, Spartacus, 1970, 122 p., 7,50 F.

Textes de Mattick et Korsch. Plus qu'une réfutation de Matérialisme et empiriocriticisme, ce livre montre la signification, et l'utilisation ultérieure par le "léninisme", des polémiques dites philosophiques du début du siècle.

L'expérience prolétarienne, supplément au n° 4 du MC, 23 p., 3 F.

Publié en 1952 dans le n° 11 de Socialisme ou barbarie. Il est néces-

saire d'attaquer l'ouvriérisme, mais aussi de ne pas oublier la réalité de l'expérience prolétarienne: "si Marx insiste à juste titre sur le caractère négatif, aliénant du travail prolétarien, il sait aussi montrer que ce travail met la classe ouvrière dans une situation d'universalité.." (p.4)

Propriété et capital, L'Internationaliste, 1947; La Vieille Taupe, 1972, 24 p., 3 F.

La seule partie à ce jour traduite d'un des textes les plus importants de Bordiga. Qu'est-ce qui distingue le capitalisme à la fois des systèmes antérieurs, et du communisme? "Capitalisme et propriété ne coïncident pas." (p.1)

Bordiga, Le marxisme des bégues, Battaglia Comunista, 1952; La Vieille Taupe, 1970, 25 p., 2 F.

Commentaire du § 4 du chapitre I du Capital, sur le fétichisme de la marchandise.

La grève de Renault, Internationalisme, 1947; La Vieille Taupe, 1972, 30 p., 3 F.

L'un des conflits les plus révélateurs de l'après-guerre, étudié par un groupe de la gauche communiste présent dans l'entreprise. Documents.

M. Van der Lubbe prolétaire ou provocateur? Manifeste du Comité pour la défense et la réhabilitation de Van der Lubbe, 1934; La Vieille Taupe, 1972, 12 p., 2 F.

"Au procès de Leipzig, Dimitrov, se lavant de "l'infâme accusation" d'avoir attenté au temple de la démocratie, chargea Van der Lubbe comme "provocateur" en demandant "qu'il soit condamné parce qu'ayant agi contre le prolétariat"... Dénoncer les actes de révolte comme gestes de provocateurs!" (Le Prolétaire, 19 juillet 1971)

Bail à céder pour cause de transfert urbi et orbi, La Vieille Taupe, 15 décembre 1972, affiche, 1 F.

"Tous les éléments de la théorie révolutionnaire existent sur le marché, pas leur mode d'emploi. Ce n'est pas du ressort d'une librairie."

F. Martin, Leçons d'une insurrection passée pour une insurrection future, 1971, 8 p., 0,50 F. Egalement encarté dans le livre de Talès.

Apport et limite de la Commune.

Capitalismo e comunismo, supplément au n° 3 du MC, 1972, 40 p., 3 F.  
Traduction du n° 2 du MC.

Trotsky, Rapporto della delegazione siberiana, La Vecchia Talpa, 1970, 82 p., 6 F.

G. Munis, Jalones de derrota: promesa de victoria, Mexico, 1947; La Vieille Taupe, 1972, 430 p., 39 F.

L'une des meilleures études sur la guerre d'Espagne, par un ancien militant de la section espagnole de la IV<sup>e</sup> Internationale, qui devait rompre avec le trotskysme.

A PARAÎTRE :

Auschwitz ou le grand alibi, Programme communiste, 1961; supplément au n° 5 du MC.

Conception matérialiste de l'élimination des juifs par le capital, qui les massacre puis justifie la seconde guerre mondiale par l'horreur de ce massacre.

"La démocratie est une contradiction dans les termes, un mensonge et, au fond, une pure hypocrisie... Et cela vaut, à mon avis, de toutes les formes de gouvernement. La liberté politique est un simulacre et le pire esclavage possible; cette liberté fictive est le pire asservissement. Il en va de même de l'égalité politique: c'est pourquoi, il faut réduire en pièces la démocratie aussi bien que n'importe quelle autre forme de gouvernement. Cette forme hypocrite ne doit pas subsister. La contradiction qu'elle recèle doit apparaître au grand jour: ou bien un véritable esclavage, et cela signifie un despotisme non déguisé, ou bien une authentique liberté ainsi qu'une authentique égalité, et cela signifie le communisme."

Engels, *Progrès de la réforme sociale sur le continent*, 1843.

Le Mouvement Communiste:

- n°1, réédition septembre 1973: "La lutte de classes et ses aspects les plus caractéristiques ces dernières années: En quoi la perspective communiste réapparaît" (4f.)
- n°2, mai 1972: "Capitalisme et communisme" (3f.)
- n°3, juillet 1972: "Fonction et tâches actuelles du parti" (épuisé)
- n°4, mai 1973: "Révolutionnaire?(notes sur la subversion)" (épuisé)
- supplément au n°4: "L'expérience prolétarienne" (3f.)
- n°6, octobre 1973: "La Guerre Civile en Espagne. 1973. (violence et mouvement social)" (1,50f.)

A paraître:

supplément au n°5: "Auschwitz ou le grand alibi"

Directeur de la publication: D. Louis

Correspondance: G. Dauvé, BP 95, 94600 Choisy-le-roi